



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

## montant des pensions

Question écrite n° 12223

### Texte de la question

M. Jean-Claude Fruteau attire l'attention de M. le ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité sur la situation des 13 millions de retraités et plus particulièrement sur la situation des quelque 97 000 retraités de La Réunion. L'érosion au fil des ans du pouvoir d'achat des retraités constitue un problème essentiel pour les retraités métropolitains, et plus encore pour les personnes retraitées ultramarines, les prix étant bien souvent plus élevés qu'en métropole. Le niveau actuel des pensions ne leur permet plus de faire face aux dépenses courantes de la vie quotidienne (dépenses dans le domaine de la santé, de l'énergie, du maintien à domicile, de l'alimentation, ...) et les plonge dans des situations de précarité. Or les retraités ne représentent pas qu'un simple coût pour notre société. Ils jouent un rôle majeur dans le maintien du lien social et contribuent, par leurs actions bénévoles, au rayonnement et au maillage du secteur associatif sur tout le territoire. Il souhaite savoir si le Gouvernement entend réunir au plus vite la conférence prévue par l'article 27 de la loi du 21 août 2003 chargée de « veiller au respect de la garantie du pouvoir d'achat des pensions ». Par ailleurs, il souhaite connaître dès à présent les pistes de réflexion envisagées pour permettre un accroissement significatif du taux de revalorisation des pensions des retraités en général et des retraités d'outre-mer en particulier.

### Texte de la réponse

L'attention de M. le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité a été appelée sur la garantie du niveau de vie des retraités, sujet qui constitue l'une des priorités du Gouvernement. La loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites permet de garantir le pouvoir d'achat des retraités en prévoyant une indexation des pensions de retraite sur les prix. Comme les années précédentes, cette règle a été appliquée pour l'année 2008 en fonction des prévisions d'inflation disponibles lors de l'élaboration du projet de loi de financement de la sécurité sociale. Cette loi prévoit également qu'une conférence présidée par le ministre chargé de la sécurité sociale et réunissant les organisations syndicales et professionnelles représentatives au plan national peut proposer au Parlement une correction au taux de revalorisation de l'année suivante s'il apparaît que le pouvoir d'achat des retraités n'a pas été maintenu. Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité a réuni cette conférence le 20 décembre 2007 afin de faire le point en toute transparence sur cette question avec l'ensemble des partenaires sociaux et de s'assurer que le pouvoir d'achat des retraités a bien été garanti depuis le vote de la loi du 21 août 2003. Au vu du bilan des revalorisations effectuées sur les exercices précédents et compte tenu des derniers chiffres publiés sur l'évolution des prix, il a été pris acte de l'écart positif de 0,2 % au-delà de l'inflation dont ont bénéficié les retraités sur la période 2004-2006 et du fait que, d'après l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), l'inflation constatée en 2007 pourrait être supérieure aux prévisions. Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité a indiqué très clairement dès l'issue de cette conférence, que le Gouvernement n'avait pas l'intention d'attendre le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS 2009) pour procéder le cas échéant à une correction. Un point précis sera fait à l'occasion du rendez-vous sur les retraites de 2008 et les décisions seront prises dans ce cadre sur la base de l'inflation constatée pour 2007 et des prévisions corrigées pour 2008. La garantie du pouvoir d'achat de l'ensemble des retraites est pour le Gouvernement une

obligation morale, sociale mais aussi légale. C'est pourquoi, compte tenu de l'écart constaté aujourd'hui entre l'inflation prévue et de la hausse réelle des prix, il n'est pas question de se limiter à une revalorisation de 1,1 au titre de l'année 2008. Ce point sera discuté avec les partenaires sociaux dans les semaines qui viennent à l'occasion du rendez-vous sur les retraites.

## Données clés

**Auteur :** [M. Jean-Claude Fruteau](#)

**Circonscription :** Réunion (5<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 12223

**Rubrique :** Retraites : généralités

**Ministère interrogé :** Travail, relations sociales et solidarité

**Ministère attributaire :** Travail, relations sociales, famille et solidarité

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 4 décembre 2007, page 7637

**Réponse publiée le :** 22 avril 2008, page 3538